

ALLOCUTION D'OUVERTURE

Jean-Claude THÉBAULT, Director-General, Bureau of European Policy
Advisers (BEPA)

Mesdames et Messieurs,

Chère Madame Cerf,

Cher M. Frommer,

Chers participants,

Bonjour,

et bienvenue à la Commission européenne, pour la tenue de ce colloque au titre particulièrement prometteur : "Réenchanter l'Europe des citoyens". J'en profite pour relever que c'est la troisième fois que le BEPA

organise un colloque en collaboration avec l'AEPL, et la première en partenariat avec l'association EGALE. Je tiens à cette occasion à remercier en particulier sa secrétaire générale Martine Cerf, le président de L'AEPL Alan Frommer, ainsi que son vice-président Tony Van den Haegen, pour leur excellente collaboration dans la préparation de cet événement.

Comme vous le savez, cette rencontre a lieu dans le cadre du dialogue régulier que la Commission européenne entretient avec les religions et avec les organisations

philosophiques et non confessionnelles, ce que l'on appelle désormais familièrement "le dialogue de l'Article 17".

Pour introduire mon propos, je voudrais partir d'une remarque très simple : le centre de conférences de la Commission où nous nous réunissons aujourd'hui porte le nom d'Albert Borschette, qui fut Commissaire luxembourgeois en charge de la concurrence de 1971 à 1976. Un temps où L'Union européenne – qui s'appelait encore la CEE...- a vécu son premier élargissement, avec l'incorporation de

90 millions de citoyens du Royaume Uni, d'Irlande et du Danemark. Depuis ce temps, l'Union a continué de grandir, en deux dimensions – en taille et en profondeur. Avec l'entrée de la Croatie en juillet de la présente année, l'UE comptera désormais 28 Etats membres.

S'agissant de l'approfondissement, les décennies passées ont vu une intégration significative qui a mené à des bénéfices importants et à un accroissement des droits des citoyens de l'UE. Il ne m'est pas difficile d'en citer quelques-uns : le marché intérieur

a été renforcé, les barrières commerciales - directes et indirectes - ont été supprimées, l'Euro a été introduit, les contrôles douaniers aux frontières internes de l'Union ont disparu, facilitant ainsi la libre circulation de personnes et travailleurs. La citoyenneté de l'Union a donné aux citoyens de l'UE résidant dans un pays autre que le leur le droit d'élire et d'être élu aux élections locales.

Pour autant, cela n'a malheureusement pas empêché la crise – ou plutôt la succession de crises – que nous connaissons depuis 2008 de faire des

ravages, dont les effets pèsent lourdement sur le quotidien des citoyens.

Beaucoup de gens se trouvent au chômage, d'autres ne sont pas capables de trouver du travail après avoir eu une éducation supérieure et beaucoup ont vu leur salaire réduit.

Pour répondre à la crise économique et financière l'UE a dû réagir, et adopter des législations à un rythme qu'on n'avait pas encore vu. En liaison avec les États Membres, la Commission continue de travailler dur pour stabiliser

la situation économique et financière, mettre en place des mesures de court et de long terme pour augmenter la confiance, et mène des actions en vue de traiter la question du chômage – particulièrement chez les jeunes.

« Bruxelles » n’est ni sourde ni aveugle, face à ces difficultés.

De fait, nous sommes bien conscients que tout en répondant à la crise, nous voyons une autre crise émerger – une crise de confiance. Les citoyens s'interrogent sur les mesures prises, sur leur nécessité, sur leur efficacité, sur le

fait de savoir si elles auront – ou pas – un effet positif sur leurs vies, à long terme. Ils regardent l'UE comme un projet dirigé par des élites pour les élites, pas pour eux, pas pour ce qu'on appelle le « citoyen de base ». Un discours stéréotypé tend à se répandre, opposant les citoyens aux décideurs bruxellois, qui ignoreraient ce que signifie le fait d'être au chômage, qui ne souffriraient pas de voir leurs salaires réduits, qui ne risqueraient pas de voir leur argent pris par les banques. Et que tout cela soit vrai ou pas n'a plus vraiment d'importance aux yeux de

ceux qui tiennent et attisent ces discours.

L'élection du Parlement européen, l'an prochain, sera un moment crucial. Lors de certaines élections nationales, nous avons vu récemment les mouvements populistes gagner du terrain, d'abord à l'extrême droite, en France par exemple ou aux Pays Bas. Plus récemment, des partis comme le Pirate Party, Pepe Grillo en Italie, Alternative for Germany, se sont établis – souvent contre l'Euro et l'UE, et toujours contre ce qu'on appelle *l'establishment*.

Les élections de 2014 risquent donc de voir beaucoup plus de politiciens critiques envers l'UE rejoindre le Parlement européen, ce qui peut avoir des conséquences très importantes pour le fonctionnement d'ensemble du système. Le taux de participation à ces élections sera sans doute également décisif pour ce qui est des résultats qui en sortiront.

Face à ces évolutions, pour certaines d'entre elles inquiétantes, les institutions européennes et nationales doivent plus que jamais intensifier leur dialogue avec les citoyens et les

organisations qui représentent la société, afin de gérer et de traiter ces doutes, et de reconstruire la confiance. Au cours de l'année 2013, année européenne des citoyens, des rencontres auront lieu à travers toute l'UE, avec justement les citoyens de tous les Etats membres. La Commission européenne veut en effet souligner les droits et avantages qu'a fait naître la citoyenneté de l'UE et qui en sont devenus indissociables, de même qu'elle veut identifier les barrières que doivent encore être écartées.

Mais l'Europe n'est pas seulement une question de droits, c'est aussi une question de responsabilités et de valeurs. Dans ce sens, l'Europe a besoin d'être redécouverte.

C'est pourquoi je considère tout à fait bienvenu notre colloque d'aujourd'hui, dans lequel le BEPA, conjointement avec l'AEPL et l'association EGALÉ, ont uni leurs efforts pour permettre de discuter l'importante question qui a donné son titre au colloque : «*Réenchanter l'Europe des citoyens*». Comment peut-on reconstruire la confiance dans ce projet européen qui

a amené la paix sur le continent et jusqu'ici une plus grande prospérité pour ses peuples ?

Mesdames et messieurs,

Il s'agit là seulement de quelques-unes des questions qui sont en jeu dans le débat sur le rôle de l'Union européenne que nous mènerons dans les mois à venir. Nous devons regarder clairement en face la question de savoir quelle Union européenne nous, en tant que citoyens, voulons et comment nous voulons la développer.

Je me réjouis de la discussion animée et fructueuse à laquelle vous allez participer dans ce cadre et j'espère que vous pourrez repartir, en fin de journée, avec des idées claires, voire des idées nouvelles, sur tous les thèmes que vous aurez abordés.

Merci!